

2 Politique

Conférence de presse du porte-parole du gouvernement

« Il n'y aura pas de troisième Dialogue »

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

Alain-Claude Bilie-By-Nze l'a affirmé hier au cours de sa traditionnelle sortie devant la presse. Rejetant à la fois les appels à dialoguer des opposants Casimir Oye Mba et Guy Nzouba Ndama. Avant de préciser: « les portes du palais, qu'ils connaissent parfaitement, leur restent ouvertes. Nous sommes simplement disposés à les écouter ». Considérant que le Dialogue politique avait fait place depuis vendredi au temps du travail.

« **IL n'y aura pas de troisième Dialogue** ». C'est en substance le contenu de la conférence de presse animée hier par le porte-parole du gouvernement,

Alain-Claude Bilie-By-Nze, à la maison Georges Rawiri. Le membre du gouvernement a ainsi rejeté toute idée d'une autre rencontre politique devant réunir tous les acteurs de la classe politique gabonaise. « *Nous n'allons pas passer tout le temps à dialoguer* » a déclaré Alain-Claude Bilie-By-Nze. Même s'il a considéré que des discussions d'une tout autre nature « *seront toujours possibles* ». Les appels du vice-président de l'Union nationale (UN), Casimir Oye Mba et du président du parti Les Démocrates, Guy Nzouba ont donc reçu une fin de non recevoir. Pas question, selon le porte-parole du gouvernement, des grandes retrouvailles sollicitées par ces deux anciens ténors du parti au pouvoir, le PDG, aujourd'hui dans l'opposition radicale. Toutefois, « *les portes du palais, qu'ils connaissent parfaitement, restent ouvertes. Nous*

sommes disposés à les écouter », a-t-il souligné. Et de marteler en filigrane que la principale condition étant de reconnaître d'abord Ali Bongo Ondimba comme chef de l'Etat. Pour lui, le Dialogue politique dont les conclusions ont été remises au chef de l'Etat, en fin de semaine écoulée, est le seul représentatif des aspirations des populations. « *Nous avons organisé un Dialogue politique qui a vu la participation des partis de l'opposition, du pouvoir et des acteurs de la société civile* », a-t-il précisé. Avant d'insister sur la feuille de route qui devra être exécutée sous peu. L'une des clés étant la mise en place d'un nouveau gouvernement dont l'une des charges sera le suivi des Accords d'Angondje. Tout en soutenant que ni l'agenda, ni le calendrier, n'est connu parce qu'ils dépendent de la seule discrétion du président de

la République.

Au sujet de la limitation du mandat présidentiel, l'orateur a indiqué que la question a été évoquée lors des assises de la commune d'Akanda. Mais qu'elle relevait de la souveraineté du peuple, et surtout qu'il n'y avait « *aucune urgence* ». Le plus important de ce conclave, a-t-il poursuivi, aura été les réformes électorales, institutionnelles et autres. La création du Centre gabonais des élections, le mode de scrutin à deux tours, le redécoupage électoral, le mandat unique de 9 ans des conseillers de la Cour constitutionnelle constituent quelques-unes des résolutions de ladite rencontre. « *Nous sommes allés à Angondje pour réformer et non pour une révolution* », a insisté le porte-voix de l'équipe gouvernementale.

Cette conférence de presse a également été l'occasion pour le ministre de l'Econo-



Alain Claude Bilie By Nze a écarté l'hypothèse d'un troisième dialogue.

mie numérique, de la Communication, de la Culture, d'aborder d'autres sujets. Notamment le déplacement du chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet, à la tête d'une forte délégation, en Russie, pour participer à un forum économique

international, l'organisation de la Fête des Cultures en fin juin 2017, la grève dans la Santé, la situation précaire de l'Agence gabonaise de presse (AGP) où le personnel non fonctionnaire cumule huit mois d'impayés de salaires.

Appels de Casimir Oye Mba et Guy Nzouba Ndama

Faustin Boukoubi dit niet à un "troisième Dialogue politique"

J.K.M

Libreville/Gabon

AU cours du point-pressé qu'il a animé, hier, au siège de sa formation politique, sis à Louis, le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Faustin Boukoubi, a réitéré son soutien et celui de l'ensemble de ses troupes au président de la République en vue de la mise en œuvre des résolutions pertinentes du Dialogue politique, utiles à notre avenir. Son soutien est d'autant plus appuyé que, selon lui, les assises, qui se sont tenues du 12 avril au 24 mai dernier au stade d'Angondje, « *ont réussi à ouvrir la voie de l'amélioration des rapports entre compatriotes d'une part, et entre partis politiques d'autre*

part. Et que les réformes essentielles, fondées sur le consensus, qui ont été actées entre la majorité et l'opposition contribuent, sans aucun doute, à l'amélioration de la configuration et du fonctionnement de nos institutions; à l'amélioration des modalités liées à la transparence électorale, tant décriée au Gabon, à la modernisation de la vie publique, nouvel impératif pour le développement de notre pays et au renforcement des fondations inhérentes à la cohésion et à l'unité nationales au Gabon ».

En présence de plusieurs membres du secrétariat exécutif du PDG et des principaux responsables du Centre d'études politiques, il a fustigé l'attitude « *de certains compatriotes qui, dans leur rôle d'opposition systématique, tout en reconnaissant la légalité du*

président de la République, arguent encore du manque de légitimité des participants ayant pris part aux assises d'Angondje ». A ses yeux, « *il ne s'agit là, ni plus ni moins, que d'un manque criant d'arguments contre la pertinence et la fertilité des Actes auxquels sont parvenus les participants* ». D'autant que, selon lui, « *la majorité politique à elle seule est déjà représentative dans notre pays, c'est-à-dire constituée de plus de la moitié de la population gabonaise. Outre la participation des jeunes, des femmes, des organisations de la société civile et d'autres acteurs lors de la phase citoyenne, la prise en compte d'une large partie de l'opposition n'a fait que renforcer la base populaire de référence, d'autant que cette opposition, partie prenante au Dialogue politique, est constituée*

notamment d'anciens candidats à l'élection présidentielle d'août 2016 et de surcroît du directeur de campagne de celui qui prétend avoir emporté la dernière élection présidentielle ».

Prenant acte du fait que, depuis quelques jours, « *les leaders politiques ayant réfuté initialement l'idée du Dialogue politique, se prononcent dans les médias nationaux et internationaux sur leur acceptation du principe d'un dialogue* », il a clairement affirmé que « *le PDG est favorable à des discussions susceptibles de contribuer à la mise en œuvre consensuelle des Actes du Dialogue politique, notamment les aspects nécessitant un approfondissement de la réflexion, à l'instar des modalités de mise en place du Centre gabonais des élections (CGE), du statut de l'opposition, du*



Le PDG et son secrétaire général, Faustin Boukoubi, sont catégoriques : pas de troisième dialogue.

calendrier électoral. Les non-participants aux assises d'Angondje y trouveraient l'occasion d'intégrer le processus qui a abouti à des résolutions constructives susceptibles d'améliorer le fonctionnement de nos institutions, de renforcer la

transparence et de consolider la paix, gage d'une relance durable de notre économie ». En d'autres termes, pour le parti au pouvoir, il ne saurait être question d'un quelconque troisième Dialogue politique.

A propos d'un troisième dialogue national opposition-pouvoir

Guy Nzouba est partant

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

LE président du parti politique "Les Démocrates", Guy Nzouba Ndama a donné son avis quant à la possibilité de la tenue de ce qu'on pourrait appeler un troisième dialogue national. C'était, dans un entretien accordé à un confrère de la presse en ligne. Le leader de ce parti de l'opposition estime que l'état de crise dans lequel le Gabon se trouve aujourd'hui nécessite une

rencontre entre la coalition de l'opposition et le pouvoir en place.

« *J'affirme que le pays est bloqué (...). Devant cette situation, je dis qu'il faut que la coalition et le pouvoir puissent se rencontrer pour discuter des problèmes du Gabon. Nos personnes sont en dessous des intérêts supérieurs du Gabon. C'est le Gabon qui prime. Il ne faut pas exclure des discussions entre la coalition de l'opposition et le pouvoir* », a martelé Guy Nzouba Ndama. S'agissant du contenu et du format des discussions en cas d'éventuel troisième

dialogue, le natif de la Lolo-Wagna a indiqué que la définition de ces deux éléments incombe aux membres de la coalition. C'est à eux, a-t-il poursuivi, « *de définir le contenu et le format des discussions avec le facilitateur ou le médiateur. Ce n'est pas à moi Nzouba de le définir sur la place publique* ». Tout comme le garant de l'exécution des décisions issues de ces assises, le président de "Les Démocrates" a estimé que ce rôle est imparti au facilitateur. Pour l'orateur, « *il faut quelqu'un qui fasse consensus entre les deux par-*

ties".

Par ailleurs, revenant sur les assises d'Angondje qui se sont achevées il y a quelques jours, l'ancien président de l'Assemblée nationale a dit sa déception quant aux résolutions issues de ce dialogue inclusif et sans tabou initié par le président de la République Ali Bongo Ondimba. Pour l'ancien député PDG, ce dialogue était destiné « *juste à légitimer sa position au sommet de l'Etat. Selon les conclusions intervenues entre les deux délégations, le président est élu pour un mandat de 7 ans renouvela-*



Guy Nzouba Ndama, lors d'une précédente sortie de son parti politique.

ble, donc, rien n'a changé sous les tropiques. Le chef de l'Etat reste président du Conseil supérieur de la ma-

gistrature, il nomme trois membres de la Cour constitutionnelle, donc il garde l'essentiel des prérogatives ».